

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

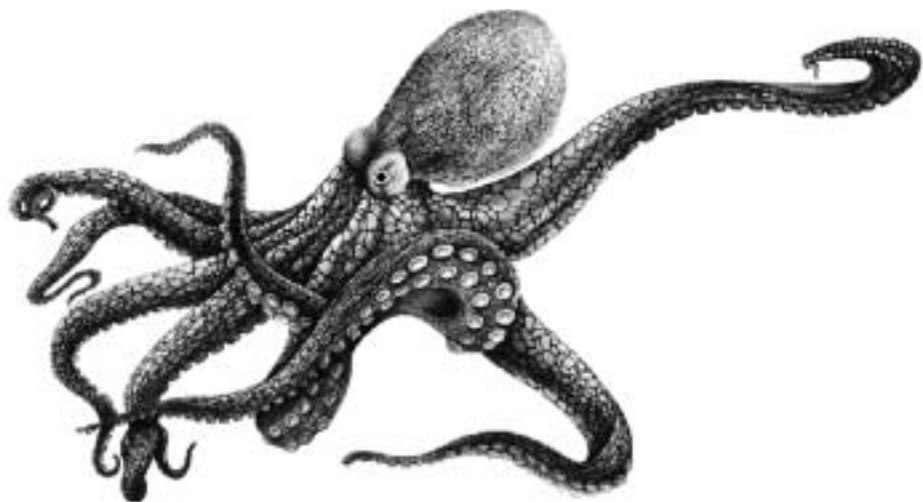
Farces de communication

Il y a des conversions étranges en politique. Lorsqu'il était encore patron de la Poste, Jean-Noël Rey taxait de «blochériens» ceux parmi ses camarades socialistes qui s'opposaient à la séparation du géant jaune et de Telecom PTT. Sans se soucier que la libéralisation du secteur ouvrait toute grande la porte aux vellétés privatisatrices des dirigeants bourgeois helvétiques. Tout comme celles de la plupart des autres socio-libéraux, y compris notre gentil et cultivé ministre des infrastructures, ses critiques actuelles contre le comportement de l'ancien patron d'EMS Chimie dans le dossier «Swisscom» sonnent donc fausses.

Ceci dit, les indicibles agissements de ces dernières semaines de Blocher, Merz et consorts peuvent être vus sous deux angles. Celui de l'arrogance sans vergogne d'un «bloc bourgeois» dont les principaux acteurs appliquent des méthodes dignes d'un «western spaghetti» pour obtenir le démantèlement d'une des entreprises les plus rentables de ce pays. Ou celui de la précipitation de politiciens de droite qui pensent que les majorités populaires hostiles au désengagement de l'Etat se combattent moyennant des procédés anti-démocratiques et mesquins. Le résultat est le même: la crédibilité de la droite en matière économique en a pris un coup.

Pour les défenseurs du service public, dont les socialistes, l'occasion est inespérée. Au lieu de provoquer des débats inutiles sur la TVA et les soi-disant bienfaits de l'«économie de marché», ils se doivent d'invoquer le renforcement, l'élargissement du service public en matière de télécommunication, et la nécessaire démocratisation économique de la Suisse. Il est temps qu'un débat large s'ouvre à ce sujet. Afin de redynamiser la gauche, de lui donner un cap et pour en finir avec les récentes farces de communication.

Réd.



DOSSIER

Les idées noires du Livre Blanc

Il y a exactement dix ans, en décembre 1995 quelques semaines après les élections fédérales, plusieurs représentants des grandes multinationales suisses, avec David de Pury à leur tête, publiaient un «livre blanc». Ce programme politique dictait aux élus les réformes radicales à mettre en œuvre en matière économique et sociale: privatisation, démantèlement des assurances sociales, baisse des impôts, etc. Depuis cette date, les initiatives pour diffuser la bonne parole néolibérale se sont multipliées (création du *think tank Avenir Suisse*, réorientation de la presse, médiatisation accrue de certains économistes) et rythment l'agenda politique. Cette offensive vise à convertir les esprits aux bienfaits d'un libéralisme économique pur et dur.

Notre dossier dresse un bilan de ces dix ans de néolibéralisme en Suisse en montrant les continuités de ce discours, leurs propagateurs et le bilan des réformes. Sur ce terrain idéologique, les réactions de la gauche sont restées bien timides jusqu'à maintenant.

Point fort

Des réformes profondes pour une meilleure santé

Page 3

Syndicalisme

Les fonctionnaires fédéraux dans la rue: Christine Goll explique.

Page 4

National

La culture ne se fait pas entendre.

Page 12

> Suite du dossier en pages 5 à 10

Une stratégie inventive. Et presque victorieuse

Certes, la gauche genevoise s'est ramassé une gamelle historique lors de l'élection du Grand Conseil: disparition de l'Alliance de Gauche, recul du PS, progression des Verts acquise par séduction du centre. Certes, la gauche n'a gagné un siège au Conseil d'Etat que grâce à l'abandon par l'électorat de droite d'une candidate libérale. Certes, la redéfinition des départements ne suscite pas un enthousiasme délirant chez les socialistes, puisque échoit à l'un d'eux, Laurent Moutinot, la tâche de vider les squats et de s'occuper des supporters alcoolisés de l'Eurofoot 2008.

Pourtant, l'autodestruction de «la gauche de la gauche», pas plus que le recul du PS ne sont des accidents. Nous avons obtenu ce que nous cherchions, grâce à une stratégie planifiée à notre manière (on vous disait que le PS genevois n'avait «jamais été aussi à gauche», seul le «à» était de trop), car, pour reprendre Mao, nous avons compté sur nos propres forces. Nous nous sommes plantés? Oui, mais nous avons été à la fois la plante, le plantoir et le planteur. Les socialistes ont ouvert les yeux en décidant de ne présenter au Conseil d'Etat que leurs deux magistrats en place. L'Alliance de Gauche a poursuivi en décidant de présenter deux listes séparées, et l'une de ces listes a brillamment conclu en menant une campagne contre les frontaliers.

Et maintenant, Que Faire (comme disait en 1903 un membre du Parti socialiste suisse de l'époque, le camarade Vladimir Illitch Oulianov)? Se retrouver d'abord seule force de gauche au Grand Conseil pour la première fois

depuis 1944. Car il fallait bien établir la division du travail politique: la rue à l'Alliance de Gauche, le travail parlementaire au PS, le «pont» avec le centre-droit aux Verts. Chacun dans son pré, les vaches seront mieux gardées. Et tant pis pour ceux qui, au sein du PS et parmi les milliers d'électeurs qui ont perdu leurs suffrages dans les deux canaux (envasés) de l'Alliance de Gauche, le rêvaient héritier du radical parti du XXème siècle. Il laissera à la «gauche de la gauche» (posture largement autoproclamatoire) les délices du face-à-face entre une manif' interdite conduite par des socialistes et la police du Conseiller d'Etat socialiste; Laurent Moutinot, ayant hérité au passage d'un projet de loi de la droite restreignant le droit de manifester.

Et pour que la glorieuse réussite de l'automne 2005 en enfante d'autres, il convient simplement de poursuivre sur la même voie... Pérennisons les divisions de l'Alliance de gauche, encourageons le recentrage des Verts, cultivons la contradiction entre le discours socialiste et les pratiques gouvernementales. La gauche est majoritaire en Ville de Genève et dans certaines grandes communes? Hâtons-nous de mettre fin à cette anomalie. Le Parti socialiste est inaudible, invisible, acratopège? Fort bien. Ne changeons pas de politique de communication et continuons à fuir le débat interne... Nous pourrions alors continuer à dire, comme en son temps Léon Nicole, que «les perspectives sont plus belles que jamais».

Pascal Holenweg

SOMMAIRE

- 1 Farces de communication
- 2 Une stratégie inventive.
Et presque victorieuse
- 3 Revendiquer de véritables
réformes du système de santé
- 4 Prêts pour les mesures de lutte
- 5 à 10 Dossier:
Les idées noires du Livre Blanc
- 11 L'Afrique dans le commerce
Sud-Sud: quels enjeux?
- 12 Loi sur la culture:
beaucoup de bruit pour rien
- 13 La gestion de l'ECES par l'Etat de
Vaud: une politique de sourds?
- 14 A l'origine de la prospérité
des banques suisses
- 15 Page de droite – Humour
- 16 La dernière – Agenda



Illustration parue dans Pages de gauche N°14, juillet-août 2003.

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr. 49.–
Abonnement de soutien: Fr. 130.–

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Arnau Bouverat (AB), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), Olivier Longchamp (OL), André Mach (AM), Philippe Mivelaz (PhMi), Salima Moyard (SM), Philipp Müller (PhMü), Rebecca Ruiz (RR), Géraldine Savary (GS), Mathias Schaefer (MS), Yves Steiner (YS), Jean Tschopp (JT), Christian Vullioud (CV), Julien Wicki (JW).

Comité:

Cesla Amarelle, Olivier Barraud, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Carole-Anne Kast, Lyonel Kaufmann, Pierre-Yves Maillard, Jean-Marie Meilland, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Florian Ruf, Alberto Velasco.

Comité de parrainage:

Rocco Cavalli, Valérie Garbani, Stéphane Rossini.

Collaboration permanente:

Anouk Henry, Grégoire Junod, Alexandre Mariéthoz, Séverine Tys, Claude Vaucher.

Webmaster:

Kevin Luximon.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

Christian Vullioud, Le Brassus.

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

Revendiquer de véritables réformes du système de santé

Le présent agenda de réformes jette les bases pour une collaboration renforcée entre les organisations s'engageant en faveur d'une politique de la santé sociale, tout en apportant des propositions de réformes concrètes.

Par le Groupe «politique de santé» du «Réseau de réflexion» (Denknetz).

Le constat est aussi simple qu'inadmissible: aucun autre pays de l'OCDE ne connaît un système de financement de l'assurance-maladie aussi anticonstitutionnel que la Suisse. Face à cette réalité, il y a urgence d'agir. D'une part, il convient de remplacer le système des primes par tête par un financement d'assurance sociale qui tienne compte des ressources économiques de la personne, c'est-à-dire de toutes les formes de revenus, de la fortune ainsi que des obligations familiales. D'autre part, dans le cadre de l'assurance maladie obligatoire (assurance de base), il s'agit d'empêcher toute sélection des risques de manière durable. Pour y parvenir, l'ensemble des primes de l'assurance obligatoire doivent être versées dans un pool de financement national par lequel toutes les prestations seront financées. Enfin dans le domaine de l'assurance obligatoire, le rôle des caisses maladie doit se limiter à la fonction d'offices de paiement et de conseil par analogie avec le système en vigueur dans le domaine de l'assurance-chômage. Au-delà de ces exigences qui correspondent à celles de l'initiative pour une «caisse unique», deux revendications relatives à deux enjeux centraux – la planification des soins et le financement des prestations – apparaissent comme essentielles pour rendre notre système de santé plus social.

PLANIFIER VÉRITABLEMENT LES SOINS

Dans le domaine des soins aigus, il faut à la fois une meilleure planification et une forte limitation et réduction de la quête du profit. Pour ce faire,

l'offre de prestations doit être gérée et coordonnée en dernière instance par les pouvoirs publics. Quant aux appareils et infrastructures provoquant des coûts élevés dans les soins stationnaires ou ambulatoires ils doivent être soumis à une clause du besoin qui s'applique tant aux prestataires publics que privés.

Dans la même perspective, il s'agit de revaloriser le statut de médecin généraliste (médecin de famille) ainsi que les activités liées aux diagnostics. Comme une bonne relation médecin-patient est une condition préalable pour un traitement efficace et de bonne qualité, il est indispensable que le/la patient-e puisse choisir librement son médecin de premier recours (médecins généralistes/internistes, gynécologues, pédiatres et psychiatres). Cela signifie que pour ces médecins, l'obligation de contracter doit être maintenue pour autant qu'ils remplissent certaines conditions, dont notamment une activité dans le cadre d'un cabinet regroupant plusieurs médecins ou la disposition de la personne à collaborer dans le cadre d'un réseau structuré.

Enfin et par principe, l'accès aux médecins spécialistes ainsi qu'aux hôpitaux ne doit être possible dans le cadre de l'assurance obligatoire qu'en passant par un médecin de premier recours (Gatekeeper). Ce dernier collabore avec les médecins spécialistes et les hôpitaux au sein de réseaux.

Actuellement, les chaînes de soins ne sont pas suffisamment intégrées car le même examen médical est parfois répété x fois, les informations ne sont pas échangées et les thérapies manquent de coordination. L'introduction du principe du «Gatekeeper» est une mesure

importante pour créer et garantir un réseau de soins intégré. Dans ce cadre, les grands fournisseurs de prestations (hôpitaux, cliniques de réhabilitation, aide et soins à domicile, établissements médicaux sociaux) doivent ajuster en permanence et réciproquement leurs interfaces et leurs processus de traitement.

REVOIR LE FINANCEMENT DES PRESTATIONS

Le système de financement parfait n'existe pas. En effet, la facturation en fonction du travail accompli incite à fournir des prestations inutiles, par exemple de garder le patient-e plus longtemps que nécessaire à l'hôpital. Les budgets globaux et les forfaits par cas – c'est-à-dire un forfait fixe par diagnostic, indépendamment du travail effectif – engendrent quant à eux le danger d'une prise en charge insuffisante.

Compte tenu de ce constat, il est important de limiter autant que possible la poursuite d'objectifs de profit et, simultanément, de garantir un financement suffisant. En particulier les fournisseurs de prestations (hôpitaux, cliniques, etc.)

qui font partie d'une entreprise cotée en bourse doivent être exclus du financement par les caisses ou par les pouvoirs publics.

Par rapport au financement des soins stationnaires, il s'agit de le structurer de façon telle qu'un contrôle des activités dans le sens d'une planification hospitalière soit possible. En d'autres termes, les établissements ne doivent être rétribués que pour les prestations pour lesquelles ils ont été mandatés. L'engagement optimal des moyens doit être surveillé au moyen d'un système de *controlling* et de *benchmarking* axé sur les diagnostics (DRG).

Pendant trop longtemps, la logique privée a prévalu dans un domaine aussi fondamental que la santé. Aujourd'hui, il y a urgence de la remplacer par l'introduction d'une «caisse unique» aménagée et une meilleure emprise publique sur la planification et le financement des soins.

Version raccourcie par la rédaction de la traduction française du texte paru dans la *Wochezeitung* du 27 octobre 2005.

LES «DONJONS» VOLANTS DE LA CIA



Prêts pour les mesures de lutte

Jeudi 1^{er} décembre, le personnel de l'administration de la Confédération manifestait sur la place fédérale. 2500 fonctionnaires combattifs, déterminés, désespérés parfois par la pression qui pèse sur leurs épaules. C'est que depuis deux ans, le ciel leur tombe régulièrement sur la tête. Assommés, mais toujours debout, les fonctionnaires sont prêts à se battre. Entretien avec Christine Goll, présidente du syndicat des services publics (SSP) et conseillère nationale socialiste.

Pages de gauche: Il est plutôt rare que le personnel de la Confédération manifeste avec tant de virulence. 2500 fonctionnaires, un 1^{er} décembre, sur la place fédérale, c'est inhabituel...

Christine Goll: Effectivement. Mais le personnel de la Confédération en a réellement ras le bol de la pression insoutenable dont il est victime depuis quelques années. On sentait, de façon extrêmement visible, la colère de tous ces salarié-e-s qui se sentent lâché-e-s. Mais, et c'est très réjouissant, l'envie aussi de ne pas se laisser faire!

Concrètement, qu'est-ce qui a fait descendre les fonctionnaires dans la rue?

La situation devient réellement insupportable. D'abord, il faut se rappeler que le personnel a subi deux programmes d'allègement budgétaire. Ces derniers portaient en bonne partie sur des économies contre le personnel de la Confédération et surtout contre les prestations fournies par l'Etat.

A ceci se rajoute le programme d'analyse des tâches, censé redéployer plus efficacement l'action de l'Etat. En réalité, c'est un démantèlement du service public auquel on assiste. Ensuite, nous avons la question de la caisse de pension du personnel, Publica. Le Conseil fédéral propose, sans hésiter, que les salariés travaillent plus longtemps, précisément jusqu'à soixante-cinq ans, y compris les femmes, qu'ils payent plus de cotisations et qu'ils reçoivent moins. Et tout ceci sans possibilité de flexibilisation de l'âge de la retraite. C'est proprement inacceptable. Enfin, cerise sur le gâteau déjà très indi-

geste, le Conseil fédéral s'est lancé dans un projet de réforme de l'administration. Toutes ces opérations se font sur le dos du personnel.

Et les emplois?

D'ici à 2010, ce ne sont pas moins de 5000 places de travail qui vont disparaître.

Que dire du contexte politique?

Ces attaques contre le personnel, on les doit aux deux compères Blocher et Merz. Je rappelle que Blocher a déclaré dans la presse que les salariés de la Confédération travaillaient dans des ateliers protégés. Les critiques du conseiller fédéral UDC sont extrêmement violentes contre son propre personnel. On ne connaît pas d'employeur qui soit si diffamatoire envers des travailleuse-s, et, au fond, en les affaiblissant, il s'affaiblit lui-même. Il faut aussi dire que Hans-Rudolf Merz a transmis des dossiers de son département, des dossiers confidentiels, qui concernent le personnel, à son collègue Christoph Blocher.

Que va-t-il se passer ensuite?

Les négociations sur les salaires ont abouti. Les représentants du personnel demandaient 2,4% d'augmentation de salaire, nous avons obtenu 1,9%. Le Parlement va traiter de l'affaire Publica. En commission, nous avons déposé une proposition de renvoi du projet. Nous avons aussi demandé de biffer l'augmentation de l'âge de la retraite à soixante-cinq ans. Enfin, la réforme de Publica entraîne une modification du système (passage de la primauté des cotisations à la primauté des prestations) qui est uniquement financée par le personnel. L'avenir est donc à la mobilisation. Et les salariés sont prêts à se battre!

Propos recueillis par la rédaction

EN BREF

Noël chez les Blocher

Alors que papa entend démanteler *Swisscom*, entreprise moribonde comme chacun le sait car elle rapporte annuellement plus d'un milliard de francs à la Confédération, la fille, Magdalena Martullo-Blocher, fait dans l'ouvrierisme. 38 heures par semaine, c'est le temps de travail normalement en vigueur dans la chimie helvétique. Pas à *Ems-Chemie AG*, l'entreprise que possède le clan familial de la côte d'or zurichoise. Trois semaines avant Noël, la direction annonce à ses salarié-e-s que désormais on travaillera 43 heures (contre 42 auparavant) avec une annualisation du temps de travail en prime afin de faire bosser tout le monde sans relâche en période de hausse des commandes. Côté actionnaires, tout va bien. On se partage un bénéfice net de 183 millions, soit 70% de plus qu'en 2004. Face à cet exemple instructif de la logique blocherienne en matière de rapport entre capital et travail, la réponse syndicale est restée peu audible. *UNIA* dénonce un «cadeau de Noël cynique». Quant à *Syna*, le syndicat majoritaire à *Ems-Chemie AG*, il approuve purement et simplement la volonté de la direction.

INDUSTRIE DES MACHINES: LA DURE RÉALITÉ DU RAPPORT DE FORCE

Les négociations entre *Swissmem*, l'association patronale de l'industrie des machines, et *Unia*, qui viennent d'aboutir, ont été longues et éprouvantes pour les représentants des salarié-e-s. De leurs revendications de départ, peu deviendront effectives dès l'année prochaine lors de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention collective de travail (CCT). En effet, leurs exigences en matière d'apprentissage ou l'inscription de salaires minima dans les CCT régionales sont restées lettre morte. Sur le plan des droits syndicaux, *Unia* avait demandé l'introduction d'une interdiction de licenciement des membres des commissions d'entreprise pendant la durée de leur mandat et durant deux ans après avoir quitté cette fonction. En outre, aux yeux du syndicat, ils auraient dû pouvoir échanger des informations confidentielles avec *Unia*. Il n'en sera pas ainsi. Les quelques petits aménagements se trouvent loin, très loin, des attentes syndicales.

Les principales améliorations, celles visant à «renforcer le partenariat social au sein de l'entreprise», comme le formule *Swissmem*, touchent essentiellement trois domaines. Premièrement, là où les législations cantonales ne le prévoient pas encore, des allocations familiales de 200.- au minimum seront versées. En second lieu, le congé-maternité sera allongé à 16 semaines contre 14 semaines auparavant. Troisièmement, un congé de formation de trois jours par année fera désormais partie des droits des salarié-e-s.

Or, par rapport à l'enjeu central de cette négociation, le patronat s'impose sur toute la ligne car l'article 57 de la CCT, dit «article d'exception», a été fortement modifié. Désormais, les entreprises individuelles peuvent s'écarter des dispositions de la CCT concernant le temps de travail. Pour s'«adapter à des cycles de capacité», pour «dépasser des difficultés économiques» et pour «améliorer la compétitivité», leurs mains seront nettement plus libres qu'auparavant. Dans le passé, de telles dérogations devaient obtenir l'accord des représentants des salarié-e-s et de la majorité du personnel. Désormais, selon la durée de la dérogation, les syndicats «peuvent participer à cette procédure». Le président de *Swissmem*, Johann N. Schneider-Amman s'en félicite: «Le nouvel article d'exception (...) est un pas important et une réponse forte face aux défis de la concurrence globale». Une flexibilisation qui a d'ailleurs fait l'objet de critiques lors de l'assemblée d'*Unia* regroupant des délégués des entreprises chargées d'entériner le résultat de la négociation.

DOSSIER: LES IDÉES NOIRES DU LIVRE BLANC

Des idées au prix fort

Il y a dix ans exactement, des dirigeants des plus grandes multinationales suisses, emmenés par David de Pury, publient un fameux *Livre blanc* et un ordre aux autorités politiques de l'époque: des réformes pour «dynamiser» l'économie suisse (privatisation de l'assurance-chômage et des entreprises publiques, diminution de la fiscalité, libéralisation à tout va, etc.). Depuis cette date, ce programme et ces idées néolibérales ont fait du chemin. En 1998, le patronat suisse s'est d'ailleurs dit qu'il lui fallait plus que des livres, mais une vraie organisation permanente de propagande à l'échelle nationale. Deux ans plus tard, *Avenir Suisse* s'installait à Zurich, avant d'ouvrir une succursale à Genève et inonder toute la Suisse avec ses messages à la gloire du tout marché. Pour travailler les esprits, *Avenir Suisse* se voyait octroyer 50 millions de francs, une somme généreusement offerte par 14 des plus grandes multinationales suisses, dont *Crédit Suisse*, *UBS*, *Nestlé* ou encore *ABB*.

LES NOUVEAUX INTELLECTUELS ORGANIQUES DU CAPITAL

Pour blinder le propos de cette officine de propagande du patronat suisse, on s'est adjoint quelques scientifiques. La caution des experts en somme. Mais une caution qui a un goût de déjà vu, tant les scientifiques en question, réquisitionnés sur mandat, ont une fâcheuse tendance à se

retrouver chez ceux qui, depuis des années, se font les chantres du néolibéralisme en Suisse. Mais avec une différence toutefois: désormais, leur prose néolibérale ne se confine plus aux milieux universitaires, elle déborde largement chez les politiques, au sein de l'administration fédérale et, surtout, dans la presse quotidienne.

Session après session, il n'est pas rare d'apercevoir des parlementaires à Berne se promener gaiement avec des études d'*Avenir Suisse* sous le bras. Certes, ils ou elles ne répètent pas *in extenso* leurs conclusions, mais subrepticement les questions qu'*Avenir Suisse* se pose deviennent de plus en plus celles que se posent également ces parlementaires. A l'administration fédérale aussi. Il devient ainsi téméraire pour ceux ou celles qui y travaillent de ne pas jeter un œil aux études d'*Avenir Suisse*, comme si celles-ci n'étaient qu'une voix au débat mais une voix sponsorisée par de généreux donateurs. Tout cela sans parler de la presse. Un chiffre est d'ailleurs révélateur. En 2000, le nombre d'articles de presse sur *Avenir Suisse* était de 76 pour toute la Suisse. En 2002, il était de 443. Pour les onze premiers mois de cette année, on en comptait 1'011. En 2005 donc, et sans parler de la télévision et de la radio, trois articles de presse par jour en moyenne évoquaient *Avenir Suisse* et ses préceptes d'économie néolibérale.

Thomas Held,
directeur
d'*Avenir*
Suisse.



COUP DE FORCE À DROITE, COUP DANS LES PLUMES À GAUCHE

Un tel coup de force est admirable. En moins de six ans, le haut patronat suisse est parvenu à imposer les questions qu'il veut poser à l'avenir de ce pays à coups de millions. Impossible, par exemple, pour un ou une parlementaire de droite, voire de gauche, de se poser la question de la croissance lente de l'économie suisse sans trouver *instinctivement* la réponse dans le carcan des règlements, l'usage excessif du droit de recours, les pesanteurs bureaucratiques fédérales, bref, le manque de libéralisme en Suisse. Le hic, c'est que l'instinct est acquis en grande partie grâce au matraquage d'*Avenir Suisse*, relayé habilement par la *Neue Zürcher Zeitung* ou *Le Temps*, une presse de référence nous dit-on.

Et la gauche dans tout cela? Sauf des efforts louables ici ou là, celle-ci a décampé du terrain des idées et des moyens de les mettre en avant en laissant place nette aux penseurs néolibéraux. Certes, en 2000, lors du lancement d'*Avenir Suisse*, des personnes de la gauche socialiste et des syndicalistes ont promis d'instituer un contrepoint à la propagande patronale. Le *Denknetz* est né peu de temps plus tard, mais force est de constater qu'à part un site Internet qui péclote, les seules initiatives de ce réseau de la «gauche qui pense» sont quelques conférences et un livre, publié en novembre dernier. Bien peu en somme pour faire chanceler l'hégémonie de la pensée *made in Avenir Suisse*.

Yves Steiner
& **André Mach**

Du Livre Blanc à *Avenir Suisse*:
dix ans de néolibéralisme en Suisse.

6

La toile néolibérale:
des lieux et des hommes.

7

La diffusion des *think tanks* néolibéraux:
l'exemple de l'Europe centrale.

8

Marchandisation de l'Université et remise en cause du droit de recours:
les *think tanks* laissent des traces.

9

Les réactions de la gauche à *Avenir Suisse* sont restées bien timides.

10

DOSSIER: LES IDÉES NOIRES DU LIVRE BLANC

Livres blancs et think tanks: les continuités du néolibéralisme en Suisse

Les années 1990 en Suisse ont été marquées par la radicalisation du discours néolibéral des milieux patronaux et la mise en place de nouveaux instruments pour diffuser leur message.

Les années 90 en Suisse ont vu la floraison des revendications néolibérales de la part des représentants des plus grandes multinationales suisses. Cette irruption sur la scène publique s'est répétée à intervalles réguliers au cours de la décennie: en 1991, avec le «programme pour un ordre plus libéral», le «rapport de Pury» de 1992, le fameux livre blanc de 1995, ou encore les pro-

positions de L. Mühleemann en 2000 (voir encadré ci-dessous) - comme par hasard, à chaque fois en début de législature. Les représentants des multinationales visaient à maintenir la pression sur les hommes et femmes politiques. Même si ces publications ont connu de fortes critiques des médias et de certains politiciens, elles ont déterminé l'agenda politique des réformes économiques

et sociales, en étant reprises soit directement par le Conseil fédéral, soit par des initiatives parlementaires.

LA NOUVEAUTÉ DES «LIVRES BLANCS»

L'affirmation de ce discours néolibéral représente une innovation importante par rapport aux positions des milieux patronaux. Premièrement, ces publications n'émanent pas directement des associations patronales (Economiesuisse, USAM, Union patronale suisse), mais d'un noyau informel de représentants des plus grandes multinationales suisses, avec la caution scientifique d'économistes néolibéraux, principalement de la Haute Ecole de St.-Gall. D'autre part, le contenu des propositions tranche avec le discours patronal traditionnel. Outre les propositions attendues pour réduire la fiscalité, privatiser les entreprises publiques ou remettre en cause les assurances sociales, une des nouveautés des années 1990 concerne les critiques émises à l'égard des politiques favorisant certaines branches économiques, essentiellement axées sur le marché intérieur suisse. Pour la première fois, les auteurs des livres blancs s'attaquaient explicitement aux coûts de la politique agricole, aux nombreux cartels ou aux effets pervers de la politique de la main d'œuvre étrangère trop axée sur une main d'œuvre peu qualifiée. Les représentants des multinationales remettaient ainsi directement en cause certaines formes de protectionnisme dont bénéficiaient principalement les branches économiques produisant pour le marché intérieur. Ce discours néolibéral se mettait ainsi à dos certains protagonistes du «bloc bourgeois» traditionnel, rassemblant à la fois les associations patronales, l'Union suisse des paysans (USP) et les principaux partis de droite (PRD, UDC et PDC).

MONOPOLISER L'EXPERTISE ÉCONOMIQUE: AVENIR SUISSE ET LE SECO

Dans la continuité de ces publications, qui ont en quelque sorte contourné les associations patronales souvent divisées sur certaines mesures de libéralisation, ces mêmes milieux ont cherché d'autres voies pour faire entendre leurs revendications. Face aux réactions négatives provoquées par le livre blanc de 1995, les grandes multinationales suisses ont soutenu la création d'une «boîte à idées de l'économie de marché pour la Suisse». Ce *think tank*, *Avenir Suisse*, doté d'un budget annuel de plusieurs millions de francs, mis à disposition par les grandes multinationales suisses, est censé donner les «bases scientifiques» et les impulsions pour les réformes économiques. Même si ses publications sont souvent critiquées pour leur caractère irréaliste dans le contexte politique suisse, elles servent très souvent d'inspiration pour certaines réformes politiques (voir article p. 9).

Enfin, parallèlement à la création d'*Avenir Suisse*, l'arrivée de Pascal Couchepin à la tête du Département fédéral de l'économie publique s'est traduite par une profonde réorganisation du département, avec notamment la création du Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO). On retrouvait à la tête de cette nouvelle instance de nombreux économistes proches des milieux néolibéraux, qui sont également chargés de préparer les réformes libérales.

Ces changements montrent à quel point l'expertise économique en Suisse est très largement monopolisée par des penseurs néolibéraux, dont le seul horizon se limite à réduire le rôle de l'Etat et à promouvoir le marché.

CHRONOLOGIE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS NÉOLIBÉRALES

Juin 1991: *La politique économique de la Suisse face à la concurrence internationale. Programme pour un ordre plus libéral.* Zürich: Orell Füssli.

Co-signataires: Ernst Baltensperger (Prof. Bern), Paolo Bernasconi (Chargé de cours St. Gall), Heinz Hauser (Prof. St. Gall), Willy Linder (ancien chef de la rubrique économique NZZ), Peter Moser (Prof. St. Gall), Dietrich Schindler (Prof. Zurich), Wolfgang Schürer (Prof. St. Gall), Gerhard Schwarz (chef de la rubrique économique NZZ), Klaus Vallender (Prof. St. Gall), Fritz Leutwiler (ex-BNS et ABB), Stephan Schmidheiny (Anova-Unotec), Nicolas Hayek (SMH), Robert Holzach (UBS), Bruno de Kalbermatten (Bobst), Alex Krauer (Ciba), Hans Letsch (ancien directeur de l'UPS), Helmut Maucher (Nestlé).

Janvier 1992: *Rapport final du Groupe de travail informel «Ordnungspolitik».* Berne: DFEP.

Co-signataires: Silvio Borner (Prof. Bâle), Heinz Hauser (Prof. St. Gall), David de Pury (ABB), Philippe Jaccard (conseiller personnel de J.P. Delamuraz), Angelo Pozzi (Motor Columbus), Thomas Schmidheiny (Hölderbank), Niklaus Senn (UBS).

Décembre 1995: *Ayons le courage d'un nouveau départ. Un programme pour la relance de la politique économique de la Suisse.* Zürich: Orell Füssli.

Co-signataires: David de Pury, Heinz Hauser, Beat Schmid, Arthur Dunkel (ancien directeur général du GATT), Alfred Meier (prof. St. Gall), Jakob Nüesch (ancien président de l'EPFZ), Wolfgang Schürer, Gerhard Schwarz, Klaus Vallender, Joseph Ackermann (CS), Georges Blum (SBS), Ulrich Bremi, Kaspar Cassani, Alex Krauer, Fritz Leutwiler, Helmut Maucher, Stephan Schmidheiny, Thomas Schmidheiny, Robert Studer (UBS).

Septembre 1998: Lancement de l'idée de la création d'un *think tank* («marktwirtschaftliche Denkfabrik für die Schweiz») par Mario Corti, directeur financier de Nestlé.

Fin 1999: Création d'*Avenir Suisse* («Stiftung Zukunft Schweiz»). Mise à disposition d'un capital de départ de 50 millions de francs.

Janvier 2000: Mühleemann, Lukas (CS): «Was die Politik von einem Unternehmen lernen muss», in *Tages-Anzeiger*, 1.1.2000.

AM

André Mach

DOSSIER: LES IDÉES NOIRES DU LIVRE BLANC

La toile néolibérale et ses brocanteurs d'idées

En 1944, F.A. Hayek, l'un des penseurs du néolibéralisme écrivait que pour imposer celui-ci, il fallait infiltrer le débat politique par les idées. A cette fin, une catégorie de personnes qu'il appelle les «brocanteurs d'idées» doit être mobilisée, les journalistes et les intellectuels en particulier. 60 ans plus tard, son coup a réussi. En Suisse aussi et c'est pour cela que *Pages de gauche* s'est mis à la quête des brocanteurs d'idées néolibérales et les boutiques desquelles ils colportent leurs réceptes en

Suisse. Une autre manière de comprendre pourquoi lorsque paraît un article du *Temps* ou de la *Neue Zürcher Zeitung* sur le manque de la croissance économique en Suisse, c'est à cause d'une étude d'*Avenir Suisse* qui «déclenche le débat». Et surtout pour comprendre pourquoi les réponses tombent toujours de la bouche des mêmes experts, soit au Seco (A. Brunetti), soit aux Universités de Saint-Gall (H. Hauser) ou de Bâle (S. Borner). La toile néolibérale en somme.

THINK TANKS

AVENIR SUISSE (ZÜRICH, GENÈVE)

But? Créé en 2000 avec 50 millions de francs des 14 plus grandes multinationales suisses (dont Crédit Suisse*, UBS*, Nestlé*, ABB*). Recherche (commande d'études orientées) et propagande néolibérale (rapports, articles de presse, lobbying parlementaire). Portée nationale.

Qui? Plus de dix collaborateurs dirigé par T. Held (sociologue) et X. Comtesse (mathématicien, ex-collaborateur au Secrétariat d'Etat de C. Kleiber). Conseil scientifique: S. Borner, E. Buschor (PDC, ancien conseiller d'Etat zurichois, celui par qui la gestion néolibérale du service public est venue à Zürich), J.-C. Lambelet (HEC Lausanne, Institut Créa).

LIBÉRALES INSTITUT (ZH)

But? Créé en 1979, 275'000 francs par an, profil académique (offre de cours), concentré sur Zurich. Organisation de conférence, publications, etc. Portée: suisse alémanique.

Qui? Dirigé par R. Nef (juriste), épaulé par B. Ruetz (historien formé à Fribourg en Brisgau). Conseil de fondation: W. Frey (UDC, entrepreneur), E. Honegger (radical, ancien conseiller d'Etat zurichois, ex-Swissair), G. Schwarz (*Neue Zürcher Zeitung*, chef de la rubrique économique), S. Sandoz (Parti libéral, Université de Lausanne).

INSTITUT CONSTANT DE REBECQUE (LAUSANNE)

But? Créé en 2005, 100'000 francs par an (estimation). Cercle de pensée néolibéral, connecté sur les réseaux internationaux notamment celui de la Société du Mont Pèlerin. Portée: Suisse romande, axe lémanique. Mandats externes à des universitaires.

Qui? Dirigé par P. Bessard (journaliste *Agefi*) et B. Ruetz. Conseil de fondation: la crème des néolibéraux internationaux, tous membres de la Société du Mont Pèlerin dont sa présidente V. Curzon-Price (Uni Genève). R. Nef est membre du conseil d'administration.

Avenir Suisse et Liberales Institut ont organisé en octobre dernier la première journée du Swiss Policy Network (B. Ruetz), sorte de premier réseau des réseaux.

LA RECHERCHE ACADÉMIQUE ET ADMINISTRATIVE

UNIVERSITÉS

Qui? H. Hauser (Saint-Gall, co-auteur des *Livres Blancs* de 1991 et 1995 avec de nombreux professeurs de cette Université), F. Jaeger (Saint-Gall, proche de l'UDC, forte présence médiatique en Suisse alémanique), S. Borner (Bâle), T. Straubhaar (ancien collaborateur de S. Borner) et E. Baltensberger (Berne).

Quoi? H. Hauser et S. Borner: co-auteurs du Rapport au Conseil fédéral pour un programme de réformes néolibérales en Suisse (Rapport de Pury, 1992, commandé par P. Delamuraz). Forte présence médiatique et nombreuses expertises pour les *think tanks*.

SECRÉTARIAT D'ETAT À L'ÉCONOMIE, SECTION «ANALYSE ET POLITIQUE ÉCONOMIQUES»

Qui? Direction: A. Brunetti (Ancien assistant du professeur S. Borner). A collaboré: E. Scheidegger (journaliste économique à la NZZ et ex-doctorant du professeur Borner, puis conseiller économique de P. Couchepin).

Quoi? Section de recherche économique, créée par P. Couchepin en 1998; sous la direction de B. Riggasi, doctorat à l'Université de Saint Gall et assistante de M. Ospel (UBS). Institutionnalisation du néolibéralisme au sein même de l'administration fédérale.

MÉDIAS DE PRESSE ÉCRITE

SUISSE ALÉMANIQUE

Neue Zürcher Zeitung Quotidien, depuis des lustres au service du néolibéralisme et déclaré comme tel. On y trouve, G. Schwarz, le chef de la rubrique économique.

Weltwoche Hebdomadaire, repris en mains depuis peu par des proches de l'UDC blocherienne. On y trouvait: M. Schneider (auteur du *Weissbuch 2004*, formé par S. Borner).

Sch. Monatshefte Revue de vulgarisation scientifique du néolibéralisme. Dirigée par R. Nef depuis 1994.

SUISSE ROMANDE

Agefi Le quotidien de la place financière romande où travaille P. Bessard (correspondant politique, Berne).

Le Temps Quotidien où P. Veya et E. Garesus (respectivement, ancien rédacteur en chef et journaliste à l'*Agefi*) ont fait du second cahier économique un haut-parleur romand du néolibéralisme.

Bilan Hebdomadaire, ouvertement libéral depuis début 2005, Rubrique bimensuelle écrite par l'*Institut Constant de Rebecque*.

* Membre d'*Economiesuisse*.

André Mach & Yves Steiner

DOSSIER: LES IDÉES NOIRES DU LIVRE BLANC

Les think tanks néolibéraux en Europe centrale: maintenir la pression

L'essor des think tanks en Europe centrale montre comment les idées néolibérales ont été diffusées et vulgarisées depuis la chute du Mur de Berlin.

Par Bernhard Walpen, Denknetz, Département de recherche.

Aborder la question de l'influence de l'idéologie néolibérale impose de prendre en compte la dimension internationale de la circulation des idées et de dépasser le seul cadre de l'Etat-nation, en tenant compte des institutions qui produisent ces idées. Le développement des *think tanks* néolibéraux en Europe centrale au cours des quinze dernières années est un exemple révélateur.

LE CAS DE L'EUROPE CENTRALE

L'élément tout à fait remarquable dans le développement des *think tanks* après l'effondrement du «socialisme réellement existant» dans les pays d'Europe centrale ne réside pas dans l'apparition de nouveaux acteurs de la société civile, mais dans l'emprise des forces néolibérales. Selon les spécificités nationales, des milieux néolibéraux s'étaient déjà organisés sous les régimes totalitaires, en particulier en Pologne et dans l'ancienne Tchécoslovaquie. Ces milieux étaient déjà en contact étroit avec des organisations similaires en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis. Cela leur a permis dès l'effondrement des anciens régimes de prendre une part active aux débats politiques et dans les instances étatiques. Les premiers *think tanks* néolibéraux sont ainsi apparus très rapidement en bénéficiant du soutien symbolique d'intellectuels de l'Ouest ou d'appuis financiers et logistiques. Dans d'autres pays, certains intellectuels isolés sont devenus très actifs en même temps que des forces de l'Ouest ont cherché à mettre sur pied de nouveaux *think tanks* pour promouvoir le libre marché.

Entre-temps, ces *think tanks* néolibéraux se sont établis dans l'ensemble des pays d'Europe centrale. Les sociétés et les cercles «von Hayek», du nom du penseur néolibéral F.A. Hayek, ont poussé comme des champignons après la pluie. Ces *think tanks* sont organisés au sein du «Réseau des balkans» ou dans le «3E Net» (3E = Emerging European Economic), pour diffuser la pensée de quelques économistes néolibéraux, établir des infrastructures de conseils politiques et effectuer un travail médiatique ciblé. Au niveau international, ces *think tanks* sont reliés à l'«Atlas Economic Research Foundation», et, en Europe, au Réseau de Stockholm. D'autres organisations sont en relation avec des membres du réseau international de la Société du Mont Pèlerin, fondée au sortir de la Seconde Guerre mondiale et réunissant l'avant-garde des penseurs néolibéraux.

UN SOUTIEN EXTÉRIEUR BIENVENU

Le plus ou moins grand soutien financier de ces prosélytes du néolibéralisme s'appuie sur une base très large et englobe des grandes entreprises européennes ou américaines (American Standard, KPMG, PriceWaterhouseCoopers, etc.), des fondations (en particulier l'Open Society Institute de l'ancien spéculateur boursier George Soros), des organisations gouvernementales ou internationales (par exemple, l'agence américaine pour le développement International Development [USAID] ou le Programme de développement de l'ONU) et d'autres *think tanks* (comme la Fondation Friedrich Naumann et la RAND Corporation).

Le travail de ces organisations vise, avec l'appui d'intellectuels et d'experts connus, à influencer l'action des gouvernements, afin de concrétiser leur programme néolibéral (baisse d'impôts, *flat tax*, réforme des retraites, restructuration des politiques sociales, favoriser l'esprit d'entreprise en supprimant toute forme de réglementation, etc.). Pour une des principales figures de ces *think tanks*, le Polonais Leszek Balcerowicz, à l'origine de la thérapie de choc néolibérale dans son pays, ces institutions représentent une sorte d'arrière-base intellectuelle mais aussi de base de repli lorsque l'activité politique ou l'exercice d'une fonction publique ne sont plus sollicités. L'utilisation de ces «bases de repli» se retrouve d'ailleurs dans plusieurs pays. Les *think tanks* ne constituent pas seulement une plate-forme pour influencer les gouvernements, les universités et l'opinion publique, mais représentent aussi une infrastructure importante pour investir le champ politique tout en permettant à ses animateurs, à la suite d'échecs électoraux, de se retirer provisoirement de la lutte politique. La poursuite des thérapies de choc néolibérales par les intellectuels et les élites politiques de l'Europe de l'Est et du Sud repose sur leur intérêt propre. Malgré toute l'aide qui vient de l'extérieur, il s'agit en effet d'un processus mis en application sur un plan strictement national.

LES JEUNES AUX PREMIÈRES LOGES

Un dernier aspect important de ces nouveaux *think tanks* néolibéraux concerne l'âge

des collaborateurs de ces organismes. Ils sont généralement jeunes, souvent entre 30 et 40 ans, fervents partisans de Hayek, et convaincus de contribuer à la mise en place de «nouveaux paradis» du marché dans la «nouvelle Europe». Depuis plusieurs années, ces pays disposent de portes-parole reconnus, qui sont très sollicités pour venir parler en Europe de l'Ouest de la déréglementation, la flexibilisation et l'individualisme. Vaclav Klaus, président de la République tchèque, Mart Laar, ancien premier ministre de l'Estonie, ou Andrei Illarionov, principal conseiller économique du président russe Poutine, sont régulièrement présentés comme les propagateurs de la vérité. Ils viennent expliquer comment les pays de l'«ancienne Europe» souffrent d'«Eurosclérose» pourraient retrouver bien-être et liberté avec des programmes économiques radicalement libéraux. Les dégâts sociaux causés par de telles politiques sont constamment ignorés. Au moment où le néolibéralisme commence à se heurter à certaines résistances sur le plan international, la parole de ces convaincus est très importante pour maintenir l'orientation des réformes.

Pour en savoir plus:

<http://www.balkannetwork.org/genet.htm>

Pour un aperçu détaillé:

<http://www.atlasusa.org/directory/index.php?refer=directory>

et du réseau de Stockholm:

<http://www.stockholm-network.org/weblinks.cfm>

DOSSIER: LES IDÉES NOIRES DU LIVRE BLANC

L'Université comme marché

L'attaque néolibérale sur la politique universitaire suisse n'a pas eu trop de mal à s'affirmer: elle est venue de l'intérieur. Un homme illustre ce tournant: le Secrétaire d'Etat à l'Education et à la Recherche Charles Kleiber. Nommé en 1997 par Ruth Dreifuss, il donne très vite le ton de la nouvelle politique fédérale en publiant en 1999 *Pour l'Université*, manifeste du programme néolibéral en matière de formation supérieure et de recherche. Il y prône entre autres un modèle concurrentiel de gestion des universités, inspiré par le *new public management* et une adaptation aux normes et besoins des entreprises. En 1999 toujours, Charles Kleiber signe les accords de Bologne faisant *de facto* entrer le paysage universitaire suisse dans sa réforme la plus profonde. Cette signature ne s'est accompagnée d'aucune consultation ni d'aucun débat démocratique au sein des universités ou au parlement. C'est d'ailleurs probablement la raison de son introduction aussi précipitée et non discutée. On n'a pas encore tiré les conséquences de cette politique, mais sa logique est claire: uniformiser les diplômes afin de mettre les universités en concurrence et adapter les formations aux besoins de l'économie.

DES THINK TANKS COMPLICES

Cette transformation néolibérale est accompagnée par des officines idéologiques dont le poids sur la scène helvétique n'est pas à négliger. Déjà, les perspectives kleibériennes avaient été préparées par un *brain trust* informel. L'économie a vite compris le parti qu'elle pouvait en tirer et les *think tanks* patronaux s'en sont donné à cœur joie. *Avenir Suisse* a été à la pointe de tous les combats, en particulier en demandant l'augmentation des taxes d'études et en proposant le remplacement des bourses par des prêts. Sous couvert de «justice sociale» («ceux qui profitent de la formation supérieure doivent la payer») c'est en fait une volonté de restreindre la démocratisation (certes relative) de l'accès à l'enseignement supérieur qui s'exprime, ainsi, plus sournoisement qu'une forme de privatisation. Il est vrai que la volonté de démocratiser coûte cher et ne correspond pas directement aux besoins des entreprises. Cette politique clairement antisociale continue d'être soutenue par des institutions universitaires qui se veulent «compétitives» sur un marché international, notamment l'EPFL de Patrick Aebischer.

Moins directement «idéologique», la fondation *swissUp* a été lan-

cée en 2000 sur une initiative du patron de *Logitech*. Financée à ses débuts par de grandes entreprises (Novartis, Ringier, etc.), elle est dissoute en 2004, mais la marque est reprise par *L'Hebdo* qui poursuit son action. Celle-ci consiste principalement en la création d'un *ranking* des universités suisses (financé par la Confédération) afin de favoriser leur mise en concurrence, ainsi qu'en l'organisation chaque année à Genève d'un *Salon des étudiants*, où la formation y est vendue comme n'importe quelle autre marchandise.

UNE TRACE DANS LES ESPRITS

Si l'attaque néolibérale n'a pas encore réussi à transformer complètement le système universitaire, ses propositions idéologiques auront marqué les esprits. C'est là que réside sa victoire: désormais, la formation supérieure est considérée essentiellement comme un facteur de compétitivité économique, ou comme un marché à conquérir.

Romain Felli



Droit de recours: état de la question

Par Georges Kolb.

Les think tanks néolibéraux ont multiplié ces dernières années les attaques contre le droit de recours des associations de protection de l'environnement. Ces attaques ont été reprises au Parlement et par une initiative populaire.

Une initiative parlementaire a été lancée par le Conseiller aux Etats Hans Hofmann (UDC - ZH). Elle ne prétend pas supprimer le droit de recours des associations de protection de l'environnement (DRA), mais vise à simplifier l'étude d'impact sur l'environnement et à prévenir les abus. Cela paraît anodin mais à y regarder de plus près, on

s'aperçoit que ladite simplification est perverse. Sur deux points. Hofmann propose de modifier la loi sur la protection de l'environnement (LPE) en complétant l'article sur les études d'impact de la manière suivante: «Lorsque, sur la base d'un rapport sommaire, il n'y a pas lieu de s'attendre à des incidences considérables, l'autorité décide du projet et d'éventuelles conditions à respecter, sans procéder à d'autres enquêtes». Le caractère sommaire du rapport ouvre la porte à toutes les interprétations laxistes possibles.

Deuxième point de «simplification»: les éventuels recours des associations «n'empêchent le début ou la poursuite des travaux que

dans la mesure où il est prouvé que l'issue de la procédure influera sur l'exécution des travaux». La preuve à administrer, c'est bien le résultat de la procédure. Les autorités et les promoteurs auront donc toute latitude de commencer les travaux, voire de les terminer vu la lenteur des procédures. Une fois le chantier achevé, il sera facile aux promoteurs de trouver «disproportionné» le retour en arrière ou la destruction de l'ouvrage. La commission du Conseil des Etats, qui examine cette initiative, est si bien entrée dans la perspective d'Hofmann que celui-ci s'est déclaré très satisfait.

L'initiative populaire fédérale lancée simultanément par le

parti radical n'y va pas avec le dos de la cuillère non plus. Lisons son intitulé «Droits de recours des associations: Assez d'obstructionnisme - Plus de croissance pour la Suisse!» Cette initiative prévoit que les associations ne pourront pas recourir contre des décisions résultant d'une votation populaire ou parlementaire. Cela paraît simple et cela caresse le peuple dans le sens du poil. Mais l'initiative est inquiétante du point de vue des politiques publiques au point que même la NZZ l'a qualifiée d'inefficace et d'arbitraire. La récolte des signatures n'est pas terminée et elle peine quelque peu (encore 30'000 signatures à trouver jusqu'en avril 2006). Affaire à suivre...

DOSSIER: LES IDÉES NOIRES DU LIVRE BLANC

Face à *Avenir Suisse*, la réponse de la gauche a été bien molle

Dans sa réponse à la mise sur pied d'Avenir Suisse, la gauche suisse a été d'une lenteur et d'une modestie telles que l'on peut croire qu'elle ne souhaite pas, pour l'instant du moins, combattre la droite néolibérale sur le plan des idées et dépasser le cercle des convaincus.

Décembre 1999: les multinationales suisses clament leur intention de créer un *think tank* («usine à penser») pour insuffler le néolibéralisme dans les esprits. Ce sera la mission de la fondation *Avenir Suisse*, une mission qui coûte 50 millions sur cinq ans. A la quête d'un directeur pendant près de huit mois, *Avenir Suisse* débute ses activités en janvier 2001. Durant l'année 2000, une partie de la gauche suisse, piquée au vif, promet une réaction, un *think tank* de gauche en somme. Les libéraux du Parti socialiste suisse (PSS), réunis autour de S. Sommaruga, y vont de leur projet. Celui-ci finira dans les cordes. Novembre 2003: des syndicalistes, vite rejoints par des membres de la gauche socialiste, relancent l'idée d'un réseau de réflexion de gauche, qui deviendra, six mois plus tard, le *Denknetz* (cf. encadré), trois ans et demi après qu'*Avenir Suisse* aura engagé son travail de conversion des esprits.

LENTE ET FAIBLE RÉACTION

La gauche suisse a donc patienté cinq ans, depuis décembre 1999, pour fournir une réponse à *Avenir Suisse*. Cinq années où cette

gauche tergiverse et calcule, alors que le patronat suisse annonce pénard qu'il octroie 50 millions de francs pour faire un *hold up* mental sur les citoyens et citoyennes de ce pays. Cinq années aussi où l'on mène les contre-réformes néolibérales tambour battant, encouragées par les penseurs salariés d'*Avenir Suisse*. En soi, cette lente réaction révèle combien le terrain des idées compte peu pour une partie importante de la gauche helvétique. Engluée dans la gestion des affaires courantes politiques ou syndicales, celle-ci a déserté ce terrain, oubliant un temps de porter la réplique aux penseurs néolibéraux.

L'initiative du *Denknetz* est salutaire et mérite d'être soutenue. En soi cependant, elle reste bien trop modeste. Ce ne sont pas un site Internet, 150 membres, un budget de quelques dizaines de milliers de francs, des conférences ici ou là et un livre, édité fin 2005, qui risquent de faire changer un climat ambiant propice aux attaques néolibérales... D'autant que l'initiative du *Denknetz* rassemble encore peu. Car d'abord ancrée en Suisse allemande, peu de romands ou de tessinois y participent. D'ailleurs, une

partie de la gauche snobe l'initiative. Ainsi, un mois après la création du *Denknetz*, le président du PSS, H.-J. Fehr, disait qu'il ne croyait pas à un *think tank* de gauche en Suisse mais que, sans rire, son parti devait être réformé pour en devenir un à lui tout seul (*Tages Anzeiger*, 29.05.2004). L'extrême gauche, quant à elle, n'a jamais collé à un projet jugé trop proche des baronnies syndicales. Enfin, agenda oblige, les organisations de la société civile et non gouvernementales, sont restées très en retrait jusqu'ici.

QUESTIONS À LA GAUCHE

En somme, c'est à se demander si lorsque la gauche se décide enfin à réfléchir et à penser autrement, elle souhaite vraiment le faire ensemble. Manifestement non et ce, alors que l'emprise du néolibéralisme dans les médias, les partis de droite, voire de gauche, les

universités et l'administration fédérale se fait hégémonique. C'est d'ailleurs d'autant plus navrant qu'aux quatre coins du pays des espaces voués à une réflexion critique bourgeonnent depuis un peu plus de cinq ans (Centre d'études socialistes, Cercle d'Olten des socialistes de gauche, Forum Social Suisse, Forum Social Lémanique, La Commune, le Réseau pour la responsabilité sociale dans l'économie et autres Universités d'été). Malheureusement, dans ces lieux, outre les ressources, la volonté de dépasser les frontières politiques claires manque encore. Et avec, une réelle chance de s'extraire du cercle des convaincus et convaincues de la première heure. Face à ce joli kaléidoscope des réponses de gauche, les néolibéraux ont décidément un bel avenir en Suisse.

Yves Steiner

DENKNETZ ET LE CENTRE D'ÉTUDES SOCIALISTES

Le *Denknetz*, Réseau de réflexion s'est constitué en 2004, en réaction à la création des *think tanks* néolibéraux et sous l'impulsion de syndicalistes, de partis de gauche et de personnes des milieux de la recherche et de la culture. Partant du constat de l'aggravation des inégalités sociales et de la désolidarisation croissante de la société, le réseau « *vise à mieux comprendre les mécanismes de cette dynamique et à identifier des moyens de renverser la tendance*». Ses moyens financiers sont incomparables avec ceux d'*Avenir Suisse*. Son principal support d'information est un site Internet, dont le but est de favoriser les échanges et la collaboration entre les acteurs politiques, syndicaux et scientifiques. Le *Denknetz* reste essentiellement actif en Suisse allemande. Il vient de publier son premier cahier annuel, *Le nouvel attrait de l'égalité. Analyses et impulsions politiques*, dont la majorité des contributions sont en allemand et quelques chapitres en français, avec un point fort sur la politique de santé. Voir: www.denknetz-online.ch.

En Suisse romande, on peut mentionner le Centre d'études socialistes, créé en 2004, dont l'objectif est de «*contribuer au débat sur la redéfinition d'un vrai projet socialiste démocratique, impliquant un changement profond de la société, le souci d'une croissance qualitative, le dépassement du capitalisme et le remplacement de la compétition par la coopération*». Voir: www.ce-socialistes.ch.

Réd.



L'Afrique dans le commerce Sud-Sud: quels enjeux?

L'Afrique dépend encore beaucoup trop de ses exportations de matières premières. L'expansion des échanges Sud - Sud permet-elle de réduire cette dépendance? L'étude du cas de l'entreprise malienne de textiles (COMATEX) apporte un nouvel éclairage.

Par Antoine Brawand, économiste, Institut universitaire d'études du développement (IUED), Genève

Après l'indépendance, le Mali a voulu se doter d'industries capables de transformer les produits agricoles locaux et de satisfaire les besoins fondamentaux de sa population. Pour un pays producteur de coton, la création d'usines textiles représentait une priorité. Les orientations socialistes et tiers-mondistes du Mali l'inclinèrent à solliciter l'appui de la Chine.

Une des premières usines textiles fut édifée en 1966/67 à Ségou, la seconde ville du pays. La Chine fournit des équipements à haute intensité de main-d'œuvre. Cela permit de créer 3000 emplois très attendus dans la région.

Au cours des années quatre-vingt, le Mali subit une grave crise économique. Les institutions financières internationales exigèrent, entre autres, la privatisation d'entreprises publiques.

CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE SINO-MALIENNE

La COMATEX était au bord de la faillite. Les investisseurs étrangers boudèrent un appel d'offres de rachat lancé par le gouvernement. Celui-ci reprit alors contact avec la Chine. En 1994, la China National Overseas Engineering Corporation (COVEC) souscrivit le 80% du capital de la COMATEX. Le gouvernement conserva une part de 20%, le maximum admis par le FMI.

La COVEC fournit des capitaux, modernisa l'équipement et réorganisa la gestion. L'usine redémarra, augmenta son chiffre d'affaires et réembaucha du personnel. Cependant, à cause de la stagnation du pouvoir d'achat de la population, de l'évolution de la mode et des importations d'articles à bas prix,

cette progression réjouissante cessa en 1999.

Une partie importante des importations à bas prix provient de l'Asie, notamment de la Chine. La contrebande est florissante. Malgré les plaintes de la COMATEX contre le dumping et la fraude, ainsi que les protestations des syndicats, les autorités restent relativement passives.

En 2003, la COMATEX employait environ 1400 personnes, dont 20 expatriés. Cet effectif représentait 10% des salariés du secteur industriel malien. L'usine a transformé 2000 tonnes de fibres, ce qui équivalait à moins de 1% de la récolte malienne de coton. Le quart de sa production a servi à fabriquer du fil à tisser pour les artisans. L'entreprise a d'autre part réalisé 7 millions de mètres de tissus. Sa part du marché national est actuellement d'environ 30%. Elle exporte aussi un peu dans les pays voisins.

Réagissant à la baisse de son chiffre d'affaires, la COMATEX a entrepris de nouveaux investissements afin de diversifier sa production et d'augmenter ses exportations. Dans le cadre de cette stratégie, le Mali et la Chine ont décidé de fonder une nouvelle société, l'Industrie de confection du Mali (ICOMA SA). Celle-ci devrait démarrer en 2007 et employer jusqu'à 2000 salariés.

L'AFRIQUE PARVIENDRA-T-ELLE À TRANSFORMER SON COTON?

Le cas de la COMATEX montre que l'expansion des relations Sud - Sud permet parfois de résoudre des problèmes apparemment insolubles dans le cadre Nord - Sud. Cependant, il éclaire aussi certaines contradictions.

Sans la reprise de la COMATEX par la COVEC en 1994, la compagnie malienne aurait sombré. L'accord avec la Chine représentait la seule issue positive. Par contre, l'inondation du marché malien par des textiles à bas prix en provenance

des pays émergents constitue un élément négatif de l'expansion du commerce Sud - Sud. Elle bloque la production malienne.

Cette situation intolérable pourrait changer. En 2003, les pays d'Afrique de l'Ouest se sont prononcés pour la transformation locale de 25% du coton qu'ils produisent. Peu après, l'Organisation des professionnels de l'industrie cotonnière et textile (OPICT) a recommandé des mesures urgentes: interdire l'importation des tissus de type «Africa print», fournir le coton aux usines à un prix préférentiel, abaisser le tarif de l'électricité et supprimer la TVA sur les articles locaux en coton pour une durée de 4 à 5 ans.

L'adoption de telles mesures implique que les gouvernements africains subordonnent leur politique commerciale aux objectifs de développement. Un pareil changement de cap se heurterait à la libéralisation voulue par les institutions financières internationales et les pays du Nord. Rappelons, à l'occasion de la

conférence ministérielle de l'OMC à Hongkong, que ces derniers exigent une ouverture accrue du Sud aux importations de produits manufacturés et de services en échange de la réduction des subventions agricoles.

Face à ce marchandage, les pays africains ont intérêt à promouvoir les éléments positifs de leurs échanges avec d'autres pays du Sud, comme la coopération industrielle. Lorsque les accords sont équilibrés, celle-ci peut contribuer à réduire la dépendance des pays africains par rapport aux exportations de matières premières et favoriser le développement.

Voir également «Ambivalence des échanges Sud - Sud: quelles implications pour l'industrie textile en Afrique?» dans Informations et Commentaires: le développement en questions, n° 131, avril-juin 2005, pp. 35-40. Le sommaire du numéro se trouve sur le site <http://www.ismea.org>

EN BREF

Le Frente Amplio et l'exercice du pouvoir

Entré en fonction en mars de cette année, le gouvernement uruguayen du Frente Amplio commence à concrétiser sa politique. Dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, le renforcement des droits syndicaux ou encore de la réforme de l'éducation et des systèmes de santé et fiscaux, des avancées réelles ont été réalisées ou sont en passe de l'être. Par ailleurs, une loi devant permettre de poursuivre et juger les tortionnaires de la dictature militaire (1973-1985) vient d'être présentée. Or, sur d'autres plans, des critiques de gauche se font entendre. Ainsi, le gouvernement de Tabaré Vázquez a refusé de limoger le chef des forces aériennes malgré la participation de celui-ci à la mise en disparition d'opposants au régime. Des troupes uruguayennes assistent en outre à des manœuvres militaires avec les Etats-Unis. Quant à la politique économique, elle s'inscrit globalement dans la continuité. La renégociation de la dette extérieure n'est pas à l'ordre du jour et l'application du référendum victorieux sur l'eau, à savoir l'éviction de toute influence privée dans le secteur, se fait attendre.

PhMü

Loi sur la culture: beaucoup de bruit pour rien

La loi sur l'encouragement à la culture est enfin sous toit. Mais elle est si timide qu'elle n'aura aucune influence sur le paysage culturel helvétique. Et ceux qui espèrent plus de soutien peuvent déchanter.

Il fut un temps, pas si lointain, où un artiste s'exclamait, sur fond noir financé par l'Etat: «la Suisse n'existe pas». Il fut un temps, très récemment, où un autre créateur scotchait la Suisse à ses contradictions et la démocratie à ses (tristes) représentants. Et puis, il est un temps où il faut dire et faire des choses sérieuses, le moment où l'on crée une loi. Précisément la loi dite d'encouragement à la culture, appelée la LEC – à ne pas confondre avec l'ELAC, l'espace d'exposition du grand Pierre Keller, – dont la mission est de définir les tâches de la Confédération en matière culturelle.

D'emblée soyons honnêtes. Inutile de faire preuve d'un quelconque enthousiasme, surtout de la part de celles et ceux qui s'attendent à voir tomber des miettes de la manne fédérale dans leur escarcelle. Car cette loi a un seul mérite, celui d'exister. Ce n'est certes pas rien tant le chemin de son élaboration fut sinueux. Trois ans

de méditation entre milieux culturels et responsables politiques, tollé général en 2002 au moment de la sortie du projet, auditions, séances, commissions à n'en plus finir, mise en quarantaine brutale, puis résurrection inattendue en octobre de cette année. La consultation est aujourd'hui terminée et le travail parlementaire va commencer.

UN PILOTAGE SANS PILOTE

Laissons donc à cette loi sa qualité essentielle. Pour la première fois, la collaboration dans le domaine culturel entre la Confédération, les villes et les communes ainsi que la nécessaire complémentarité entre les organisations culturelles et les partenaires privés sont fixées au niveau législatif. Une vue d'ensemble est ainsi possible, même depuis Berne, faisant de la culture un véritable enjeu politique. C'est un pas décisif, qui pourrait émusser la mauvaise foi des politiques ou leur méfiance atavique pour la cul-

ture. Pour le reste, la loi s'en tient à des positions déjà connues. En résumé, la Confédération est partenaire en matière culturelle (aux cantons et aux communes de jouer les premiers rôles, le département de l'intérieur se contentant de faire la diva); la loi fixe les objectifs d'encouragement à la culture, définit les principes, détermine les tâches et compétences et harmonise les nombreuses lois traitant des questions culturelles. Dans les points positifs, on retiendra aussi l'introduction d'un plan financier quadriennal, ce qui permet un peu plus de liberté dans la gestion des projets culturels, la consolidation du soutien au cinéma ou l'accès à la culture, qui devient un objectif fixé par la loi.

Le pilotage est ainsi clarifié. Mais pas la question du pilote. Qui semble réticent à user de ses prérogatives. Ainsi le rôle de la Confédération en matière culturelle semble uniquement dépendre de son bon vouloir. Pas moins de

vingt formulations du genre «le Conseil fédéral peut» ou «la Confédération peut» charpentent le texte de loi. Et dans des domaines où pourtant le rôle de la Confédération est pour le moins attendu. On comprend en filigrane, que si le Département fédéral de l'intérieur a compétence d'intervenir, il y a des chances aussi qu'il puisse malheureusement ne pas pouvoir.

RIEN SUR LE PRIX DU LIVRE

Plus fondamentalement, les formes potestatives, non contraignantes, n'ont aucune implication financière. Elle n'engage pas la Confédération à se montrer plus généreuse dans son soutien à la culture. Et du coup, la loi n'a qu'une portée symbolique. Pour preuve, le jour où se terminait la consultation sur la LEC, des parlementaires du Conseil des Etats s'apprêtaient à sabrer dans le budget culturel (des coupes heureusement évitées au final). En outre, de vrais enjeux de politique culturelle ne sont ni abordés, ni évoqués dans la loi. Celle-ci ne règle pas la question épineuse du statut social des intermittents du spectacle et particulièrement la prévoyance sociale des artistes indépendants – alors que le précédent projet traitait du problème. Rien dans la loi sur le prix unique du livre, vieille lune de la politique culturelle. Rien d'ambitieux non plus sur l'apprentissage de la lecture ou sur la lutte contre l'analphabétisme. Rien enfin sur une véritable politique culturelle fédérale qui permettrait de stimuler les échanges entre les institutions et les artistes, qui pousseraient les créateurs des différentes régions linguistiques à collaborer entre eux, qui mettrait en lumière la cohérence complexe de la production culturelle en Suisse. Bref, avec la loi sur l'encouragement à la culture, «tout change, pour que rien ne change».

DESTRUCTION DE LA TRADITION HUMANITAIRE SUISSE

Les lois sur l'asile et sur les étrangers sont actuellement révisées dans le sens d'un durcissement intolérable, le parlement fédéral manquant ainsi l'occasion d'insuffler à ces deux lois une dimension plus humaine.

Si la loi sur l'asile entre en vigueur, la notion même d'asile sera vidée de son sens. Par exemple, les nouvelles dispositions impliquent que les personnes persécutées dans leur pays d'origine, donc très souvent dépourvues de papiers, ne seront plus autorisées à requérir l'asile sans ces documents. Ceci, alors que les abuseurs, théoriquement visés par le durcissement de la loi, se procureront sans trop de peine les papiers nécessaires.

La modification de la loi sur les étrangers est tout aussi inacceptable. Par principe d'abord, mais aussi parce que les deux lois sont liées: en effet, les mesures de contrainte sont contenues dans la loi sur les étrangers, avec une référence à la loi sur l'asile. Ces dispositions concernent aussi bien les personnes étrangères en situation irrégulière que les requérant-e-s d'asile, ces derniers étant les victimes principalement visées par cet arsenal répressif.

Plusieurs organisations ont d'ores et déjà annoncé le référendum contre ces deux lois. Il est en effet impératif de mener une campagne unitaire contre ces deux textes, sous l'égide d'une vaste coalition regroupant toutes les organisations et toutes les personnes. Nous ne saurions accepter que la Suisse s'enfonçe encore davantage dans la logique de la haine de l'étranger, et qu'elle jette aux orties ce qui subsiste de notre tradition humanitaire.

A celles et ceux qui prédisent un échec de ces deux référendums, nous devons opposer un message simple et lisible: «Non à la Suisse de la fermeture et de l'exclusion, pour les droits fondamentaux des personnes d'origine étrangère».

La gestion de l'ECES par l'Etat de Vaud: une politique de sourds?

Dans les années huitante, le canton de Vaud a décidé de mettre sur pied une Ecole Cantonale pour Enfants Sourds (ECES), rompant avec l'habitude des fondations privées subventionnées. Ces dernières années, le service responsable de sa gestion, le SESAF (Service de l'Enseignement Spécialisé et d'Aide à la Formation), service rattaché au Département de Formation et Jeunesse, a décidé de jouer la carte de l'intégration. A quel prix?

L'ECES prend actuellement en charge une centaine d'enfants sourds et malentendants, de deux façons différentes: soit par une scolarisation au sein de l'Ecole elle-même, soit par un suivi des enfants sourds intégrés dans les classes ordinaires. Ces dernières années, les avancées technologiques, des appareils auditifs plus performants et l'implant cochléaire, ont permis une intégration plus importante des enfants sourds. Cette évolution n'a pas fait diminuer le nombre d'enfants pris en charge par l'ECES mais a fait prendre à son service de soutien individuel une place prépondérante. Il serait faux de croire à une victoire de l'intégration d'enfants marginalisés grâce aux bienfaits de la technologie. On peut même se demander si cette «intégrationnisme aiguë» n'est pas motivée par la perspective de réaliser de substantielles économies en démantelant lentement l'ECES, une école qui, soit disant, coûte cher et devient de moins en moins utile. Plusieurs exemples au cours de ces dernières années peuvent nous le faire penser. Pourtant, grâce aux subventions fédérales et inter-cantoniales, ses comptes sont stables et son coût pour l'Etat de Vaud est raisonnable (800'000 francs en 2004).

UNE FRAGILISATION PAR LE HAUT

Le premier élément troublant est la fragilisation de la direction de l'ECES par le SESAF. En 2000, suite à un changement de directeur, le SESAF estime que cette école peut être gérée par un directeur à 50% (contre un 100% jusqu'alors). Suite aux critiques du personnel et aux difficultés de l'Ecole, le SESAF décide, en 2004, de commander un audit sur l'institution pour estimer ses besoins. Ce dernier préconise soit un conseil de

direction, soit un directeur à 100%. Malgré ces recommandations, le SESAF vient juste de geler un conseil de direction créé dans l'interim et n'a augmenté le poste de directeur qu'à 80%. Tous ces aléas ont provoqué une valse des directions. De 2000 à 2005, cinq personnes se sont succédées à ce poste. Quant aux procédures de nomination, notamment pour le conseil de direction mis en place en 2004, elles ont été opaques: pas de consultations, ni de réelles mises au concours, ou de contrats signés.

UNE CURE D'AMAIGRISSEMENT DRASTIQUE

Outre cette fragilisation de la tête de l'Ecole, celle-ci a connu d'importantes coupes dans ses prestations. En 2002, le SESAF décide la fermeture de l'internat. Ce dernier prenait en charge de jeunes sourds qui, pour des facteurs géographiques, familiaux ou relationnels notamment, ne pouvaient rentrer chaque soir chez eux. Que fait-on de ces jeunes? Ils doivent poursuivre leur scolarité à l'ECES et, ceux qui veulent ou doivent être logés en internat, le sont à Fribourg et font le trajet jusqu'à Lausanne en taxi. C'est la première diminution de prestations aussi nette que connaît l'Ecole, une diminution qui coûte leurs places à deux éducateurs. Puis, il y a quelques semaines, le SESAF a décidé la fermeture du service entier qui prenait en charge les enfants sourds avec handicaps associés. La lente cure d'amaigrissement continue.

LE SESAF EN APPRENTI SORCIER?

On ne sait pas, aujourd'hui, quelles seront les conséquences d'une politique d'intégration à tout-va. Vaut-il mieux une communauté sourde, certes marginalisée mais solidaire et possédant de solides structures de prise en charge ou la dissolution de cette

communauté au nom de l'intégration? Certes, cette intégration permet quelques brillantes réussites mais pour combien d'enfants dont la marginalisation est d'autant plus difficile qu'elle est individuelle? L'intégration, dans ce contexte, prend les formes d'une assimilation qui cache son nom, ce qui conduit à négliger, volontairement ou non, les spécificités d'un enfant sourd. Outre les choix – politiques – pris par le SESAF dans la gestion de l'Ecole, il y a la manière de les opérer. Ils ont été faits sans concertation du personnel de l'Ecole qui subit depuis cinq ans et les changements constants à la direction et la diminution imposée des prestations. Pour qu'on leur fournisse quelques éléments de réponse quant aux dernières décisions du SESAF, le personnel a écrit au responsable de l'enseignement spécialisé et la direction a dû le convoquer lors d'une réunion générale. Et lorsque, en novembre, a été décidé

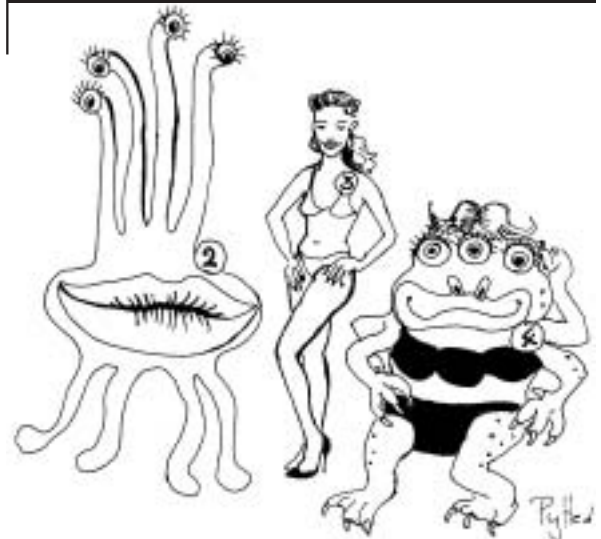
l'abandon du soutien aux enfants sourds avec handicaps associés, ni les familles, ni les autres institutions n'ont été mises au courant. Ces pratiques débouchent sur des gaspillages inutiles, en témoigne la réouverture récente d'un internat pour jeunes sourds au Centre pour handicapés de la vue. Elles débouchent également sur une perte de compétences, de nombreux enseignants ou éducateurs préférant quitter ce navire qui prend l'eau.

Avant de continuer le lent démantèlement de cette Ecole, l'Etat de Vaud aurait tout intérêt à se donner le temps de la réflexion et à ne pas prendre des décisions qui pourraient s'avérer catastrophiques pour toute une génération de jeunes sourds.

Julien Wicki

Contacté à plusieurs reprises, le SESAF n'a pas désiré réagir à cet article.

RECALÉE À «MISS MONDE», LAURIANE GILLIÉRON VEUT SE RATTRAPER À «MISS UNIVERS»



A l'origine de la prospérité des banques suisses

Un livre récent de Malik Mazbouri retrace, à travers la biographie du banquier Léopold Dubois, l'origine de la puissance de la place financière suisse. Un ouvrage rare sur une histoire trop souvent oubliée.

La place financière helvétique est aujourd'hui une des plus importantes du monde. La Suisse est le pays qui détient le plus de capitaux à l'étranger par tête d'habitant et ses instituts financiers forment le plus important centre de gestion de fortune *offshore* du monde. Imaginons que cela vous intrigue: vous vous demandez quelle est l'origine de cette singularité et entreprenez quelques recherches en bibliothèque pour assouvir votre curiosité. Là, vous vous apercevrez bientôt que vos chances d'en savoir plus sont maigres. Vous trouverez, certes, quelques pla-

quettes éditées par les banques, des ouvrages anciens et descriptifs, souvent écrits par des juristes ou des économistes sur tel aspect particulier du système bancaire suisse. Mais les ouvrages historiques récents sur le sujet se comptent littéralement sur les doigts d'une main. La raison principale de cette lacune est évidente: ici, plus qu'ailleurs, les banques ont érigé le secret des affaires en vertu cardinale, et l'historien désirant plonger ses yeux dans les archives des instituts financiers se heurte le plus souvent à une fin de non-recevoir polie, ferme et définitive.

L'ouvrage de Malik Mazbouri publié cet été est donc de ce point de vue tout à fait exceptionnel. Fruit de recherches ayant débuté voici plus de 16 ans, ce travail désormais incontournable jette, sur la base de sources inédites, un éclairage des plus vifs sur l'émergence de la place financière suisse à la période décisive de la «Belle Époque» (1890-1913). Résumons rapidement la trame biographique qui constitue le fil rouge – mais non l'essentiel – de cet ouvrage: Léopold Dubois fut un des plus importants banquiers suisses de cette période. Rien ne le prédisposait pourtant à la carrière brillante qu'il acheva en 1928 au poste de Président du Conseil d'administration de la Société de Banque Suisse (SBS) de Bâle, l'une des deux principales banques commerciales helvétiques d'alors. Fils d'un ouvrier horloger neuchâtelois, bientôt orphelin, Dubois connut une ascension sociale vertigineuse. Il devint instituteur, puis, après un heureux mariage, directeur de la banque cantonale neuchâteloise; enfin, premier directeur financier des CFF. La nouvelle régie publique créée au moment du rachat des chemins de fer par la Confédération était alors à la fois le plus gros employeur et le plus important emprunteur de capitaux de Suisse. Ceci explique le recrutement de Dubois par la SBS en 1906. Administrateur-délégué, puis on l'a dit, président de cet institut financier parmi les plus importants de Suisse, il fut dès lors un des principaux architectes de l'extension alors soutenue de la place bancaire helvétique.

La biographie de Dubois n'est cependant que la porte d'entrée dans une problématique plus large. Le propos principal de l'ouvrage consiste bien à montrer comment se mirent en place, entre 1895 et 1913, les principaux ingrédients qui formèrent les conditions du succès ultérieur de la place financière helvétique. Celui-ci fut d'abord rendu possible par le rachat des chemins de fer en 1898 – qui créa un véritable marché des capitaux en Suisse – et par l'ouverture de la Banque Nationale Suisse en 1907 – indispensable pour conférer à la monnaie helvétique une stabilité dont elle était auparavant dépourvue. Simultanément, s'affranchissant de la tutelle de la place financière française et face à la concurrence de plus en plus vive du *senior partner* allemand, les grandes banques commerciales suisses jetèrent – déjà! – les bases solides de leur essor international. La stratégie ébauchée à cet effet était complexe, faite de cartellisation, d'internationalisation, de course aux partenaires industriels dans une atmosphère de concurrence interbancaire violente.

Ce n'est pas le moindre mérite de l'ouvrage ici recensé que de parvenir d'ailleurs à ancrer cette histoire économique complexe dans un espace social, celui de la grande bourgeoisie helvétique et plus particulièrement bâloise, radiographiée avec précision. Cette démarche permet en effet de rendre tangibles les différents aspects, tantôt concrets, tantôt symboliques, jamais gratuits des luttes de pouvoir, des rivalités et des alliances des différentes factions qui la composent.

Olivier Longchamp

Malik Mazbouri, L'émergence de la place financière suisse (1890-1913), Itinéraire d'un grand banquier, Lausanne, Antipodes, 2005, 597 p.

NOËL AU CONSEIL FÉDÉRAL COMPROMIS



CHASSER DES ABONNÉ-E-S POUR PAGES DE GAUCHE

Tout journal vit des personnes qui le lisent. *Pages de gauche* n'échappe pas à cette règle. Pour renforcer la promotion de notre mensuel, nous sommes donc à la recherche d'une chasseuse ou d'un chasseur d'abonné-e-s. Rétribué à hauteur de 400 francs par mois pour un poste équivalent à un petit 10%, ce poste implique notamment le maintien d'un contact régulier avec des organisations politiques ou associatives proches et la prise en charge d'autres activités de promotion définies d'entente avec la rédaction. L'appel d'offre est donc lancé. Toute personne intéressée peut s'adresser à *Pages de gauche* soit par messagerie électronique info@pagesdegauche.ch ou par téléphone au 079/302'53'56 (secrétaire de rédaction).

Attention les filles: terrain glissant!

Voilà longtemps que les femmes ne montent plus à cheval en amazone, ce qui devait être très douloureux pour le dos. Elles ont enfilé des pantalons et mis une jambe de chaque côté de la plus belle conquête de l'homme après sa femme – ou le contraire, les sources historiques n'étant pas précises. Depuis, on avait bien inventé la bicyclette pour dames, dont le cadre est plus lourd, moins rigide et donc moins performant que les autres modèles. Papa pouvait filer devant comme un coureur, pendant que maman suivait avec le pique-nique et les enfants. Tout se passait bien pour les maillots jaunes du week-end, mais ils durent remettre un peu de sucre de raisin dans le bidon lorsque Jeannie Longo démontra que ses mollets pouvaient mouliner très vite sur un vrai vélo.

En ce qui concerne les sports d'hiver, l'équipement de ski a toujours été trans-genre. En effet, seuls la taille, le poids et les capacités dans ce sport sont déterminants. Ces grandeurs et qualités variant d'un individu à l'autre, il n'y a aucune raison objective pour distinguer les sexes pour ce genre d'équipement, du moment que chacun possède deux jambes et deux bras.

Détrompez-vous chères lectrices, car la grande nouveauté de cette année, ce sont les skis pour femmes. Des «spécialistes» viennent vous expliquer à la télévision, que vous avez besoin d'un équipement spécifique, avec des jolies fleurs roses dessinées dessus et des fixations spéciales qui relèvent les talons pour vous aider à mieux vous pencher en avant. Des jolis skis à talons hauts pour les filles!

Conséquemment, les skis normaux, pour ceux qui savent glisser, deviennent des skis pour hommes, car ces mêmes spécialistes sont formels: c'en est fini du ski unisexe. Pour celles d'entre vous qui détestent les bouchons sur les routes du Valais et la marche avec des enclumes aux pieds, cette nouveauté n'est, à vrai dire, d'aucun intérêt. Elle est malgré tout révélatrice des sommets de crétinisme que peuvent atteindre les stratégies marchandes. La période des fêtes de fin d'année est à cet égard particulièrement pénible.

Vivement le printemps!

Philippe Mivelaz

EN BREF

Obwald n'aime pas les pauvres

A quoi peut bien servir Obwald? Réponse apportée le 11 décembre par plus de 85% de ses votants: à prouver qu'en matière de bêtise fiscale le pire n'est jamais sûr. Exit la «flat tax»; les Robin-des-Bois-d'en-haut inventent l'imposition dégressive sur les hauts revenus. On croyait naïvement que les impôts pouvaient servir, un tant soit peu, à rétablir l'égalité entre les citoyens. Que nenni! ils servent à engraisser les nantis. Plus t'es riche, moins tu paies! La prime à la richesse, il fallait oser.

Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin? Allons au bout de la logique. Subventionnons les hauts revenus pour qu'ils profitent à moindre coût du dumping fiscal! Et surtout taxons les pauvres qui coûtent si cher! Quant à la concurrence fiscale entre cantons, elle est un moyen imparable de prouver sa franche solidarité confédérale. Et dire que certains se plaignent qu'en Suisse on a pas d'idées...

RF

NDLR

Leçon de journalisme [18]: Boucher les trous

1. LISEZ ATTENTIVEMENT LE TEXTE QUI SUIT :

«Comme évoqué dans Libération [...]. Les expériences nationales ne font que débiter. Ce ne sont pas des recettes toutes faites. Mais des pistes de recherche, quelques-unes stimulantes. La question est simple. La raison est simple. Il faut inlassablement le répéter. Amen. On pourrait souhaiter que la Suisse soit épargnée par une querelle idéologique aux contours si imprécis. D'autant plus que les extrêmes à l'affût ne manqueront pas de jouer de l'arme référendaire. Bien au contraire. A l'évidence, c'est à ce niveau qu'il faut développer les moyens de contrôle. Les cantons pourraient s'en inspirer. La mise en branle des mesures concrètes: un contrôle interne par les services eux-mêmes qui doivent vérifier la pertinence de leur organisation et de leur action selon une batterie de critères. La modernité semble à ce prix! Le dossier est aux mains d'une commission parlementaire. En remettre l'exécution en Parlement, c'est ouvrir la porte à toutes les stratégies d'évitement. Le Conseil fédéral s'y refuse.»

2. POSEZ VOTRE JOURNAL TRENTE SECONDES ET RÉSUMEZ LE SENS DE CE TEXTE.

(Solution du jeu: retournez votre mensuel préféré.)

En dépit des premières apparences et comme vous l'aurez sans doute remarqué, ce texte n'a aucun sens. Il est en fait composé de diverses phrases tirées de l'édition du 18.11.2005 d'un hebdomadaire public dont nous faisons le nom. Les phrases dont ce texte est constitué ont cependant une particularité: elles permettent de bouclier n'importe quel trou dans un article de journal trop court. Choisissez vous aussi les portes ouvertes que vous voulez enfoncer avec fracas, et exercez-vous en réfléchissant ce texte en intervenant sur l'écran des phrases. Vous verrez, c'est amusant et en plus recyclable partout et toujours. Amen.

Olivier Longchamp

Antonio Gramsci

«Les intellectuels sont les «commis» du groupe dominant, destinés à remplir les fonctions subalternes de l'hégémonie sociale et du gouvernement politique, d'assurer autrement dit: 1) le consentement spontané des grandes masses de la population à la direction imprimée à la vie sociale par le groupe dominant, consentement qui naît du prestige que tire le groupe dominant de sa position dans le monde de la production; 2) le fonctionnement de l'appareil de coercition de l'Etat qui garantit légalement l'obéissance des groupes (...), au moment des crises de commandement et de direction, lorsque le consentement spontané disparaît.»

Antonio Gramsci, in: Cahiers de prison (no 12), Paris: Gallimard, 1978, p. 315.

Antonio Gramsci (1891-1937), intellectuel marxiste, fondateur du parti communiste italien. A passé plus de dix ans de sa vie en prison sous le fascisme italien, et meurt des conséquences de son emprisonnement.



AGENDA

17 décembre

Assemblée des délégué-e-s de la Jeunesse Socialiste Suisse.
14h15, Zürich.

17-18 décembre

Etats généraux de la migration et de l'asile – Org.: Solidarité sans frontières.
10h00, Restaurant Mappamondo, Länggasstrasse 44, Berne.

10 janvier

«Salvador Allende», un film de Patricio Guzmán, Chili – Les Films du Sud.
20h00, cinéma La Bobine, Le Sentier.

12 janvier

Café politique.
20h30, brasserie La Bavaria, Lausanne.

13 janvier

«Le trafic d'agglomération dans l'impasse. Priorité aux transports publics et à la mobilité douce» – Colloque de l'Association Transports et Environnement.
08h30, Hôtel Allegro Kursaal, Berne.

14 janvier

Journée d'étude du Parti Socialiste Suisse sur l'intégration des personnes étrangères.
10h15, salle des Congrès du syndicat Unia, Berne.

JAB

1002 Lausanne

Pages de gauche
Mensuel d'opinions socialistes

Paroles néolibérales...

«Le système politique suisse attire la médiocrité. Il faut adorer boire des verres pour se faire connaître, adorer les conversations stériles où l'on fait mine d'écouter l'autre (...) En Suisse, les sujets de société sont souvent traités avec un effrayant dilettantisme. La fondation *Avenir Suisse* créera une documentation approfondie et disponible pour tous.»

P. Mirabaud, banquier, membre du comité constitutif, Tribune de Genève, 18.05.2000.

«Nous sommes des libéraux, c'est tout. Même si, sur le plan rhétorique, vous avez raison: comme prétend parfois le faire l'UDC, nous nous battons contre toute emprise de l'Etat sur l'économie.»

P. Bessard, Institut Constant de Rebecque et journaliste à l'Agefi, La Liberté, 21.01.2005.

«Par rapport à leur impact réel, chacune des éruptions d'*Avenir Suisse* rencontre un écho surfait dans les médias. Encore une fois, il faut les remettre à leur place, c'est-à-dire très loin d'une faisabilité politique (...) Je reçois et je lis la documentation d'*Avenir Suisse*. En ce moment, je parcours son dernier livre sur les problèmes de croissance écono-

mique en Suisse. Mais, encore une fois, toutes ces idées sont à prendre avec des pincettes...»

C. Favre, conseiller national PRD, Le Matin Dimanche, 30.10.2005.

«Lorsque nous avons commencé, on nous qualifiait d'ultra-droite ou d'extrême droite. Aujourd'hui, nos idées – qui sont basées sur les mêmes principes philosophiques qu'il y a deux décennies – appartiennent au courant dominant.»

E. Feulner, en 1993, ex-président de la Heritage Foundation, un des principaux think tank conservateurs américains, in Serge Halimi (2004). Le grand bond en arrière. Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde. Paris: Fayard, p. 562.

«A la lumière de l'histoire récente, il est curieux que le pouvoir crucial des brocanteurs d'idées professionnels [journalistes, politiques, essayistes, etc] ne soit pas davantage pris en considération, des brocanteurs passés maîtres dans la technique de la transmission d'idées, mais généralement des amateurs en ce qui concerne la substance de ce qu'ils transmettent.»

F.A. Hayek, Les intellectuels et le socialisme, 1949.